



SOMMAIRE

Conjoncture

- L'indice de confiance des consommateurs recule
- Les prix immobiliers continuent de progresser
- L'inflation des dépenses de consommation se stabilise et sa composante sous-jacente recule

Services financiers

- La Fed augmente les ratios exigés de fonds propres pour plusieurs banques américaines
- L'OCC met en garde les banques contre les risques opérationnels et de conformité

Brèves

CONJONCTURE

L'indice de confiance des consommateurs recule

Selon le Conference Board, *think-tank* spécialisé dans les enquêtes et sondages, la [confiance](#) des consommateurs américains est tombée à 103,2 en mai, au plus bas depuis février 2021 (95,2). L'indice des anticipations des perspectives économiques à court terme est, quant à lui, à 66,4, après 73,7 en juillet, au plus bas depuis mars 2013 (63,7). Cette dégradation résulte d'inquiétudes croissantes liées à l'inflation persistante et élevée, tirée notamment par les prix de l'énergie et de l'alimentation, ainsi qu'au fléchissement de la croissance.

Les prix immobiliers continuent de progresser

Selon l'agence fédérale de financement du logement (*Federal Housing Finance Agency*) l'[indice](#) des prix de l'immobilier a augmenté de 1,6 % au mois d'avril 2022 (stable par rapport à mars) et de 18,8 % sur douze mois glissants (18,7 % en mars). Le chef économiste de la

division de la recherche et des statistiques de la FHFA, Will Doerner, a indiqué qu'une offre insuffisante de logements couplée à une demande soutenue alimentait cette hausse des prix, malgré la remontée des taux d'intérêt.

L'[indice](#) Case-Shiller publié par Standard & Poor's, qui porte sur les prix immobiliers des 20 plus grandes villes américaines, est resté quasi-stable à +21,2 % en avril 2022 en glissement annuel (+2,3 % en mensuel), après 21,1 % en mars.

L'inflation des dépenses de consommation se stabilise et sa composante sous-jacente recule

Selon le *Bureau of Economic Analysis* (BEA), l'[inflation](#) des dépenses de consommation (*Personal Consumption Expenditure*, PCE) a progressé de 0,6 % en mai (après 0,2 % en avril) et de 6,3 % sur douze mois glissants (stable). Sa composante sous-jacente (hors alimentation et énergie) a augmenté de 0,3 % en mai (stable) et de 4,7 % sur un an (après 4,9 %), en baisse sur trois mois consécutifs.

L'indice des prix des biens a progressé en mai de +0,9 % (après -0,2 % en avril), tandis que celui des services est resté stable à +0,4 %. En glissement

annuel, l'inflation des biens s'établit à 9,6 % (après 9,5 %) et celle des services à 4,7 % (après 4,6 %).

SERVICES FINANCIERS

La Fed augmente les ratios exigés de fonds propres pour plusieurs banques américaines

À la suite de la [publication](#) le 23 juin des résultats de ses tests de résistance (*stress tests*), la Fed a notifié à plusieurs banques américaines l'augmentation de leurs exigences de ratios de fonds propres à partir d'octobre 2022.

Trois établissements en particulier voient leurs exigences augmenter de façon significative. Le niveau de ratio de fonds propres *common equity tier 1* (CET1) agrégés exigé pour [JP Morgan](#) passe de 11,2 % à 12 % ; il [atteignait](#) 11,9 % au premier trimestre 2022. Pour [Citigroup](#), le niveau exigé passe de 10,5 % à 11,5 % ; il [atteignait](#) 11,4 % au premier trimestre 2022. Pour [Bank of America](#), le niveau minimum exigé passe de 9,5 % à 10,5 % ; il [atteignait](#) 10,4 % au premier trimestre 2022.

Pour mémoire, Goldman Sachs, Citigroup et JP Morgan seront par ailleurs soumis à partir du 1^{er} janvier 2023 à une surcharge supplémentaire de 50 points de base d'exigence de ratio CET 1 en raison de leur changement de catégorie dans la [liste](#) des banques systémiques au niveau mondial (*Global Systemically Important Banks, G-SIB*).

L'OCC met en garde les banques contre les risques opérationnels et de conformité

Le 23 juin, l'*Office of the Comptroller of the Currency* (OCC), régulateur des *national banks*, a [publié](#) son rapport semi-annuel sur les risques pour le secteur bancaire.

Le rapport souligne un niveau élevé de risques opérationnels, notamment dans le domaine cyber. La hausse de l'inflation et la dynamique des taux risquent par ailleurs d'affecter la performance des activités d'investissement des banques, en même temps qu'elles augmentent l'incertitude sur l'évolution du volume de dépôts.

L'OCC relève par ailleurs des risques de conformité élevés, dans un contexte marqué par la mise en place de sanctions à l'encontre de la Russie et par des difficultés de recrutement d'experts de la conformité qualifiés.

Enfin, l'OCC observe un niveau de risque de crédit globalement modéré, bien que préoccupant dans certains secteurs. Dans l'activité de prêt aux entreprises, l'immobilier de bureaux, la vente au détail et l'hébergement affichent un niveau de risque relativement élevé. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, l'OCC note que près de 800 000 prêts hypothécaires, soit 1,5 % du volume total, font encore l'objet de moratoires de paiement (*forbearance*), et souligne l'incertitude sur leur devenir une fois ces moratoires pleinement levés.

BREVES

➤ Le 24 juin, la majorité démocrate de la commission des services financiers de la Chambre des représentants a [publié](#) un rapport sur les événements de marché observés en janvier 2021 sur certaines actions comme GameStop ou AMC Entertainment (*meme stocks*). Le rapport met en cause les

pratiques de gestion des risques de la plateforme de trading Robinhood et, plus largement, souligne les enjeux d'adaptation soulevés par l'implication croissante des investisseurs particuliers dans les marchés financiers et l'existence de lacunes dans la réglementation relative à la gestion des

risques de liquidité des courtiers et chambres de compensation.

- Le 26 juin, le Gouverneur de Californie et les deux assemblées de l'État ont conclu un [accord](#) visant l'octroi d'une enveloppe d'aides aux ménages d'un montant global de 17 Md USD. En particulier, l'accord prévoit un crédit d'impôt décroissant en fonction du revenu, bénéficiant à 22 millions de contribuables et représentant un coût de 9,5 Md USD, soit 10 % de l'excédent budgétaire estimé pour l'État de Californie (97 Md USD). Par ailleurs, une suspension de la taxe étatique de 2,25 % sur le diesel est également prévue.
- La Fed a mis à jour le 28 juin les [données](#) relatives à la transparence concernant le patrimoine, les revenus et opérations financières réalisées par les responsables de haut niveau du réseau de la Fed. Les données publiées, qui couvrent l'année 2021, n'incluent toutefois pas les opérations réalisées par Robert Kaplan et Eric Rosengren, deux présidents de Fed régionales qui ont démissionné en septembre 2021 à la suite de la révélation de transactions financières réalisées pendant la crise sanitaire.
- Le 29 juin, la *Securities and Exchange Commission* (SEC), régulateur des marchés

financiers, a [refusé](#) la demande d'enregistrement par la société Grayscale d'un fonds indicel coté indexé sur le prix du Bitcoin. Grayscale a [annoncé](#) avoir saisi le Cour d'appel du District de Columbia en vue de contester cette décision.

- La Fed de New York a [publié](#) un indicateur de défaillance obligatoire d'entreprises (*Corporate Bond Market Distress Index – CMDI*), qui permettrait de mesurer l'état de fonctionnement du marché obligataire des entreprises. Cet indicateur a connu une dégradation au cours du 1^{er} semestre 2022, après avoir atteint son pic en mars 2022. La Fed de New York a décidé de le publier tous les premiers mercredis du mois, estimant qu'il permettrait un suivi en temps réel des conditions financières des entreprises.
- Selon la 3^{ème} [estimation](#) (définitive) du BEA, le taux de croissance trimestriel du PIB s'est établi à -0,4 % au 1^{er} trimestre 2022, soit -1,6 % en rythme annualisé, contre -1,5 % et -1,4 % dans les estimations précédentes. En particulier, la contribution de la consommation a diminué à +0,3 point (-0,2 point par rapport à l'estimation précédente) tandis que celle de la variation de stocks s'est établie à -0,1 point (+0,2 point dans l'estimation précédente), signes d'affaiblissement de la demande.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Revu par :

Pour s'abonner :

Crédits photo :

Service économique pour les États-Unis

• Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev

May Gicquel

• afws@dgtresor.gouv.fr

@Pexels